

Art. 11. De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 2003 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 26 juli 2004.

Art. 14. De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 juli 2004.

Mevr. M. ARENA,
Minister-Présidente,
belast met het leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET,
Vice-Présidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. DAERDEN,
Vice-President,
Minister van Begroting en Financiën
Cl. EERDEKENS,
Minister van Ambtenarenzaken en Sport
Mevr. F. LAANAN,
Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd
Mevr. C. FONCK,
Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 4036

[2004/202862]

26 JUILLET 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, visant à achever la structure fédérale de l'Etat et spécialement l'article 68;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des Services du Gouvernement de la Communauté appelés à faire partie d'un Cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié par les arrêtés des 13 avril 2000, 12 décembre 2000, 24 octobre 2002, 28 novembre 2002, 6 mars 2003 et 12 juin 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 juillet 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 juillet 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996 telles que modifiées ultérieurement;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des Cabinets ministériels du Gouvernement de la Communauté française;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente,

Arrête :

Section 1^{re} — Attributions

Article 1^{er}. Les attributions des Cabinets ministériels sont fixées comme suit : l'élaboration de la politique dans les matières attribuées à chaque Ministre, les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires; les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des Ministres; la présentation des dossiers de l'administration, en ce compris l'examen des propositions de cette dernière; le secrétariat des Ministres, le traitement de leur courrier personnel; les demandes d'audience; la revue de presse.

Au moins une fois par mois, il y aura concertation entre le Cabinet ministériel et les responsables de l'administration, des paracommunautaires et autres organismes publics concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener.

Section 2. — Composition

Art. 2. § 1^{er}. Le Cabinet d'un Ministre peut comporter dix membres de niveau 1, à savoir :

- un Directeur de Cabinet;
- deux Directeurs de Cabinet adjoints;
- quatre Conseillers;
- trois Attachés.

Un Secrétaire de Cabinet peut être désigné parmi ceux-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

- le Cabinet d'un Vice-Président peut comporter en supplément un Directeur de Cabinet, un Conseiller et deux Attachés;
- le Cabinet du Ministre-Président peut comporter en supplément un Directeur de Cabinet, deux Directeurs de Cabinet adjoints, deux Conseillers et deux Attachés.

Dans les limites des crédits budgétaires autorisés, le nombre d'agents de niveau 1 peut être augmenté de maximum 10 % du nombre d'agents d'exécution visé au § 3 moyennant compensation à due concurrence du nombre d'agents d'exécution précités.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1^{er} ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président, sans que le nombre maximum de membres puisse être dépassé.

§ 3. Le nombre d'agents d'exécution est limité à 40 pour un Ministre, 54 pour un Vice-Président, 68 pour le Ministre-Président, parmi lesquels peuvent être désignés respectivement 5, 7 et 8 chauffeurs.

§ 4. Chaque Ministre peut, transférer un ou plusieurs membres du personnel de son Cabinet vers un Cabinet d'un autre Ministre et les moyens budgétaires y afférents. Copie de l'arrêté de transfert est communiqué au Ministre-Président et à la Cellule permanente d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (CePAC) visée à l'article 7 du présent arrêté.

§ 5. De plus, lorsque l'entretien de tous les locaux du Cabinet n'est pas confié à une firme privée, dans les limites budgétaires allouées au Cabinet, des agents chargés du nettoyage peuvent être recrutés en dehors du cadre autorisé, à raison d'un agent par dix locaux.

§ 6. Le nombre d'agents d'exécution bénéficiant d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement dans une échelle barémique dans le niveau 2+ est limité à dix pour cent du nombre d'agents d'exécution.

§ 7. Un membre du personnel peut être employé au domicile privé du Ministre.

Art. 3. Un Secrétaire particulier et un Comptable extraordinaire peuvent être désignés parmi les membres de niveau 1 ou les agents d'exécution du Cabinet.

Art. 4. Dans les limites des crédits budgétaires de chaque Cabinet, il peut y avoir en-dehors du cadre autorisé, un maximum de 12 hommes mois, par an, répartis sur un ou plusieurs experts.

Ce nombre est porté à 18 hommes mois, par an, pour les Vice-Présidents et à 24 hommes mois, par an, pour le Ministre-Président.

Il ne peut être dérogé à ces nombres sauf accord de la Ministre-Présidente.

Art. 5. § 1^{er}. Les membres du personnel des Services de la Communauté française, ou organismes d'intérêt public, et plus généralement de tout service public, appelés à être détachés à temps plein dans un Cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi, ni continuer à en exercer, même à temps partiel, les attributions.

§ 2. En cas d'absence pour raison médicale de plus de trente jours d'un membre du personnel du Cabinet, le Gouvernement de la Communauté française ou le Ministre concerné peut pourvoir à son remplacement pour la durée de son absence.

Art. 6. § 1^{er}. Il est créé une cellule permanente dénommée "Secrétariat du Gouvernement", qui fonctionne de manière autonome des Cabinets ministériels et est placée sous l'autorité du Gouvernement. La Ministre-Présidente en assure la gestion journalière.

§ 2. Le Secrétariat du Gouvernement est composé de 11 membres, dont :

- le Secrétaire du Gouvernement avec rang de Directeur de Cabinet dans l'hypothèse où la fonction n'est pas exercée par un des Directeurs de Cabinet de la Ministre-Présidente;
- 2 Conseillers;
- 8 agents d'exécution, dont 3 peuvent bénéficier d'une échelle barémique dans le niveau 2+.

Les membres du Secrétariat du Gouvernement sont désignés par la Ministre-Présidente.

§ 3. Les missions essentielles du Secrétariat du Gouvernement sont les suivantes :

- le secrétariat du Gouvernement;
- la préparation des réunions du Gouvernement, notamment l'élaboration de l'ordre du jour et la diffusion des documents;
- la transmission des notifications définitives;
- la transmission des décisions du Gouvernement vis-à-vis :
 - du Parlement de la Communauté française;
 - des Cabinets communautaires et de l'administration;
 - des autres niveaux de pouvoir, y compris l'Etat fédéral;
- l'organisation du protocole et des relations publiques du Gouvernement;
- la diffusion des décisions du Gouvernement.

Art. 7. Il est créé une Cellule permanente d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (CePAC) placée sous l'autorité du Gouvernement de la Communauté française. La Ministre-Présidente en assure la gestion journalière. Cette cellule est composée de 9 membres désignés par le Gouvernement, étant :

- un Conseiller, responsable du service;
- un Attaché;
- 7 agents d'exécution dont 2 au maximum peuvent bénéficier d'une allocation tenant lieu de traitement fixée dans une échelle barémique dans le niveau 2+.

Un Comptable extraordinaire est désigné parmi le personnel visé à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Dans les limites des crédits budgétaires de la CePAC, le Gouvernement peut désigner, en-dehors du cadre autorisé, un maximum de 6 hommes mois, par an, répartis sur un ou plusieurs experts.

La cellule visée à l'alinéa 1^{er} est chargée de :

- l'administration salariale des traitements, allocations et indemnités des membres du personnel des Cabinets ministériels;
- l'archivage des dossiers du personnel des Cabinets ministériels;
- la tenue de la documentation relative à la réglementation en matière de gestion administrative et pécuniaire des membres du personnel des Cabinets ministériels;
- toute autre mission lui confiée par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement met à la disposition de chaque membre du Gouvernement sortant de charge et n'exerçant plus de fonctions ministérielles un Conseiller et un agent d'exécution pour une période de cinq ans prenant cours à la date de sa démission.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1^{er} ne peut être modifiée que moyennant l'accord de la Ministre-Présidente, sans que le nombre maximum calculé en équivalent temps plein et le niveau des agents puissent être dépassés.

Section 3. — Nominations et fonctionnement

Art. 9. Le Directeur de Cabinet est nommé et démissionné par le Gouvernement. Les autres membres du personnel du Cabinet sont nommés par le Ministre concerné.

Art. 10. Le Directeur de Cabinet communique les instructions et les ordres de service du Ministre à l'Administration par la voie hiérarchique. En cas d'urgence il peut déroger à cette règle, sous réserve d'en informer, sans délai, le Secrétaire général et, le cas échéant, l'Administrateur général concerné.

A l'exception du Secrétaire de Cabinet ou de l'ordonnateur délégué pour l'exercice de leurs compétences fonctionnelles, les membres du personnel du Cabinet ne peuvent traiter avec l'administration que par l'intermédiaire du Directeur de Cabinet ou avec son autorisation.

Section 4. — Allocations et indemnités

Art. 11. Sans préjudice de l'article 12, il est alloué aux membres de niveau 1 des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des Services de la Communauté française, ou plus généralement de tout service public, une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel du ministère :

- Directeur de Cabinet : échelle 160/1;
- Directeur de Cabinet adjoint : échelle 120/3;
- Conseiller et Secrétaire de Cabinet : échelle 120/1;
- Attaché : échelle 110/1.
- Expert : dans une des échelles applicables au personnel des Services du Gouvernement.

Les agents d'exécution des Cabinets et le personnel de nettoyage, qui ne font pas partie du personnel des Services du Gouvernement ou de tout autre service public, bénéficient d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée, en régime organique, au grade du personnel des Services du Gouvernement correspondant à la fonction exercée, augmentée d'un supplément d'allocation de 2.381,99 euros, forfaitaire et annuel.

Les membres du personnel visés au présent article bénéficient des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle leur allocation de cabinet tenant lieu de traitement a été fixée. L'ancienneté pécuniaire promérite pouvant leur être accordée est calculée suivant les mêmes règles que celles établies pour le calcul des services admissibles du personnel des Services du Gouvernement.

Le Secrétaire particulier désigné parmi les agents d'exécution bénéficie d'un supplément d'allocation de cabinet de 4.423,69 euros, forfaitaire et annuel.

Le Comptable extraordinaire désigné parmi les agents d'exécution bénéficie d'un supplément d'allocation de cabinet de 3.402,84 euros, forfaitaire et annuel.

Par décision motivée, moyennant l'accord de la Ministre-Présidente, dans les limites des crédits budgétaires alloués au Cabinet, le Ministre peut majorer les allocations de cabinet tenant lieu de traitement dont question au présent article.

Art. 12. Il est accordé aux membres du personnel des Services de la Communauté française détachés dans les Cabinets une allocation de cabinet aux montants annuels suivants :

- Directeur de Cabinet : 8.507,09 euros;
- Directeur de Cabinet adjoint : 6.466,39 euros;
- Conseiller et Secrétaire de Cabinet : 5.784,82 euros;
- Secrétaire particulier : 4.423,69 euros;
- Attaché et Comptable extraordinaire : 3.402,84 euros;
- Agent d'exécution et personnel de nettoyage : 2.381,99 euros;

Par décision motivée, moyennant l'accord de la Ministre-Présidente dans les limites des crédits budgétaires alloués au Cabinet, le Ministre peut majorer ces allocations.

Art. 13. Le Gouvernement fixe pour l'ensemble des Cabinets ministériels le nombre minimum global de membres du personnel détachés d'un Service du Gouvernement de la Communauté française, et plus généralement de tout service public et de l'enseignement.

La rémunération des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des Services de la Communauté française restent à charge de ceux-ci.

Art. 14. La situation pécuniaire des membres du personnel du Cabinet qui, sans faire partie des Services du Gouvernement de la Communauté française, appartient toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à un organisme, un groupement ou à une association subventionnés par la Communauté française, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet, éventuellement majorée, prévue à l'article 12; lorsque l'employeur réclame le traitement, le Ministre intéressé rembourse au service d'origine la rétribution du membre du personnel des Cabinets, le pécule de vacances, l'allocation de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculés conformément aux dispositions applicables à ce membre dans son organisme d'origine, majorés, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 11.

Cette allocation ne peut toutefois dépasser ni être inférieure à la rétribution, au sens large, majorée de l'allocation de cabinet, éventuellement majorée, que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

Art. 15. Il est accordé aux chauffeurs des Cabinets des Ministres :

- 1° une allocation forfaitaire mensuelle de 272,22 euros;
- 2° une indemnité forfaitaire d'un montant de 2.478,20 euros par an;
- 3° une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée de 49,58 euros.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 476,38 euros pour le chauffeur personnel du Ministre, le supplément de 204,17 euros couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du Ministre. Le Ministre peut, d'après les prestations accomplies, modifier l'attribution de ce supplément et en opérer la répartition entre plusieurs chauffeurs du Cabinet.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 374,30 euros pour le chauffeur du Chef de Cabinet.

Par décision motivée, moyennant l'accord de la Ministre-Présidente, dans les limites des crédits budgétaires alloués au Cabinet, le Ministre peut majorer les allocations forfaitaires mensuelles précitées.

L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères ainsi que le supplément d'allocation et l'allocation de cabinet prévus aux articles 11 et 12 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Art. 16. Il est accordé au personnel préposé à l'accueil du Cabinet une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée de 24,79 euros.

Art. 17. Les membres du personnel du Cabinet bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année et de toute autre allocation et indemnité aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

Section 5. — Dispositions générales relatives aux allocations et indemnités

Art. 18. Les indemnités et allocations prévues aux articles 11, 12, 15 et 22 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12 du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des Services du Gouvernement.

Art. 19. Les indemnités et allocations prévues aux articles 11, 12, 15, 16, 17 et 22 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public. A cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Section 6. — Régime juridique et autres dispositions statutaires

Art. 20. Le régime juridique des membres du personnel visés à l'article 11 et des experts visés aux articles 4 et 7 est de type statutaire et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des membres du personnel contractuel de l'Etat.

Art. 21. Les dispositions réglementaires en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels des Services du Gouvernement de la Communauté française sont applicables aux membres du personnel des Cabinets ministériels du Gouvernement, à l'exception :

- des congés exceptionnels octroyés pour accomplir un stage dans un service public;
- de la mise en disponibilité pour convenances personnelles;
- du congé pour mission;
- du congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'exception des congés pour donner des soins palliatifs qui peuvent être octroyés pour une durée d'un mois, éventuellement renouvelables pour un mois;
- de la semaine volontaire de quatre jours;
- du départ anticipé à mi-temps,

qui ne sont pas applicables aux membres du personnel visés à l'article 11 et aux experts visés aux articles 4 et 7.

Section 7. — Frais divers, utilisation de voiture

Art. 22. § 1^{er}. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour, et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres du personnel des Cabinets aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit : le Directeur de Cabinet est assimilé aux fonctionnaires des rangs 15 à 17; le Directeur de Cabinet adjoint, les Conseillers et le Secrétaire de Cabinet, aux fonctionnaires des rangs 12; le Secrétaire particulier et les Attachés aux fonctionnaires des rangs 10 et 11; le personnel affecté aux travaux d'exécution et le personnel chargé du nettoyage au personnel du Ministère exerçant des fonctions correspondantes. Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres du personnel des Cabinets visés aux articles 12 et 14 du présent arrêté.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée, par décision motivée, aux membres du personnel des Cabinets. Le montant de l'indemnité est fixé comme suit :

- Directeur de Cabinet et Directeur de Cabinet adjoint : 1.812,45 euros;
- Conseiller et Secrétaire de Cabinet : 1.585,98 euros;
- Attaché, Secrétaire particulier et Comptable extraordinaire : 1.359,48 euros;
- personnel d'exécution : 906,33 euros.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas 30 jours calendrier.

§ 3. Les membres du personnel des services publics qui font partie d'un Cabinet ministériel et qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation du Cabinet peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois. La classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu au Cabinet. Cette mesure ne peut avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 4. Dans les limites fixées par les dispositions de l'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel, les membres du personnel des Cabinets ministériels peuvent, par dérogation, bénéficier d'une contre-valeur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail moyennant, dans ce cas, une autorisation particulière délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation. Cette contre-valeur financière est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

Art. 23. Le Directeur de Cabinet est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les Secrétaires généraux par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999.

Dans les limites des crédits budgétaires du Cabinet, le Ministre fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux autres membres du personnel de son Cabinet qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par l'article 22, § 1^{er}, du présent arrêté. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12.000 km par an par bénéficiaire.

Art. 24. § 1^{er}. Les frais de téléphone et de télécopie du Ministre sont pris en charge par le budget du Cabinet, sur la base de pièces justificatives.

§ 2. Les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe, de télécopie et d'Internet peuvent être remboursés intégralement :

- au Directeur de Cabinet;
- au Directeur de Cabinet adjoint;
- au responsable de la presse;
- au Secrétaire de Cabinet;
- au Secrétaire particulier.

§ 3. Les frais d'abonnement de téléphone fixe ou mobile peuvent être remboursés intégralement :

- au chauffeur du Ministre;
- au chauffeur du Directeur de Cabinet.

§ 4. Les frais de communications téléphoniques fixes ou mobiles et de télécopie faites pour le service peuvent être remboursés aux membres du personnel du Cabinet. Dans ce cas, les déclarations de créance doivent être visées par le Ministre concerné.

Section 8. — Fin de fonctions et Indemnités de départ

Art. 25. § 1^{er}. Le Ministre peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un Cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou encore d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'action sociale ne sont pas considérés comme revenus de remplacement.

En ce qui concerne les Directeurs de Cabinet, l'indemnité de départ peut être octroyée par le Gouvernement.

§ 2.1. Cette allocation forfaitaire est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;
- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six à douze mois accomplis;
- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze à dix-huit mois accomplis;
- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit à vingt-quatre mois accomplis;
- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 2.2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 2.1 du présent arrêté, le temps passé dans un Cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein d'un Cabinet ministériel.

§ 2.3. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, à la Cellule permanente d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (CePAC) tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. Sans préjudice du § 1^{er}, la condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet dont les seuls revenus sont constitués de la rémunération liée à l'exercice, depuis au moins trois mois avant la fin de fonctions au Cabinet, d'un mandat de Bourgmestre, d'Échevin ou de Président de centre public d'action sociale ou qui, soit sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans le secteur privé ou dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité. L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2.1 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes dans le secteur public ou privé ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel au sein d'un Cabinet et, de toute manière, des revenus procurés par une allocation de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement, en ce compris le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, augmentée du supplément d'allocation visé à l'article 11 ou des allocations forfaitaires mensuelles dont question à l'article 15 et, s'il échet, de l'allocation de foyer ou de résidence, relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercée pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations du bénéficiaire entrant en ligne de compte pour le calcul de ladite allocation de cabinet.

§ 6. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art. 26. § 1^{er}. A la fin de leur désignation, les membres du personnel du Cabinet visés aux articles 12 et 14 du présent arrêté qui quittent le Cabinet bénéficient d'un congé de fin de Cabinet fixé à concurrence d'un jour ouvrable par mois de détachement avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables, à octroyer par l'autorité fonctionnelle dont relèvent ces derniers sur sollicitation du Ministre qui leur a accordé démission de leurs fonctions.

§ 2. Si par suite des nécessités du service, ils n'ont pu prendre tout ou partie de leur congé annuel de vacances avant la cessation définitive de leurs fonctions, il est octroyé aux membres du personnel des Cabinets visés aux articles 4 et 7 du présent arrêté qui n'exercent pas leurs fonctions en cumul avec une autre activité professionnelle et, aux membres du personnel visés à l'article 11, qui ne bénéficient pas de l'allocation forfaitaire de départ prévue à l'article 25, une allocation compensatoire dont le montant est égal à leur dernier traitement afférent aux jours de congé non pris.

Pour l'application du présent paragraphe, le traitement à prendre à considération est celui qui est dû pour des prestations complètes en ce compris éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence ainsi que, s'il échet, le montant de la majoration de l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement et les suppléments d'allocation visés à l'article 11 ou les allocations forfaitaires mensuelles visées à l'article 15 du présent arrêté.

§ 3. Les dossiers individuels des membres du personnel quittant les Cabinets sont transférés à la Cellule permanente d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (CePAC), visée à l'article 7 du présent arrêté, laquelle est chargée d'en assurer la gestion administrative et pécuniaire.

Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre du personnel du Cabinet.

Section 9. — Plafond global des moyens de subsistance

Art. 27. Le Gouvernement détermine par Cabinet le plafond global des moyens de subsistance afférents aux rémunérations et autres frais liés au fonctionnement du Cabinet.

Section 10. — Titres honorifiques

Art. 28. Le Directeur de Cabinet peut être autorisé, par arrêté du Gouvernement, à porter le titre honorifique de ses fonctions à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

Pour le calcul des deux années, le Gouvernement peut tenir compte de la durée des prestations que le Directeur de Cabinet a effectuées auprès d'un Gouvernement d'un autre pouvoir à la condition qu'il n'y ait pas de rupture de continuité.

Section 11. — Fin de Cabinet

Art. 29. § 1^{er}. A l'occasion d'un changement de législature ou d'un remaniement ministériel, dans le souci d'assurer une passation de pouvoirs harmonieuse, une cellule composée comme suit pourra être maintenue en service dans chacun des Cabinets ministériels jusqu'à la remise de l'inventaire et la reddition des comptes (1 mois maximum) :

- le Secrétaire de Cabinet ou l'ordonnateur délégué;
- le Comptable extraordinaire;
- le correspondant informatique ou un membre du personnel d'exécution;
- un chauffeur.

§ 2. Il est précisé que :

l'ordonnateur délégué garde ses prérogatives pendant cette période pour toutes les dépenses engagées antérieurement à la modification ministérielle;

- un véhicule de Cabinet reste affecté à cette cellule;
- les arrêtés de fin de fonctions des membres de la cellule précitée, y compris l'octroi d'allocations forfaitaires de départ, seront signés par le Ministre entrant;
- la démission des autres membres du personnel du Cabinet interviendra, au plus tard, au moment de la prestation de serment du nouveau Membre ou des nouveaux Membres du Gouvernement, à l'intervention du Ministre sortant de charge.

Section 12. — Contrôle

Art. 30. Le Secrétaire du Gouvernement est chargé du contrôle de la composition des Cabinets ministériels. Les Cabinets concernés enverront une copie conforme de chaque arrêté dûment daté concernant les membres de leur personnel à la Cellule permanente d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (CePAC), chargée de requérir le visa du Secrétaire du Gouvernement. Celui-ci visera et estampillera les arrêtés et les retournera à la CePAC qui, seulement après réception des arrêtés visés, pourra procéder à la liquidation des rémunérations.

Section 13. — Du personnel des services du Gouvernement appelé à faire partie du cabinet d'un membre du Gouvernement d'un autre pouvoir.

Art. 31. Les membres du personnel des services du Gouvernement peuvent faire partie du cabinet d'un membre du Gouvernement d'un autre pouvoir moyennant l'autorisation préalable du Ministre de la Fonction publique et l'avis du Ministre fonctionnellement compétent.

L'autorisation est soumise à la condition que le Roi ait pris un règlement déterminant les modalités de remboursement de la rémunération des membres du personnel visé à l'alinéa 1^{er} appelés à faire partie du Cabinet d'un membre du Gouvernement fédéral.

Art. 32. La rémunération des membres du personnel visés à l'article 31, alinéa 1^{er}, est payée par les services du Gouvernement.

Le remboursement de la rémunération est effectué à la Trésorerie sur la base d'un relevé trimestriel adressé au membre du Gouvernement du pouvoir concerné par les services du Gouvernement.

La demande de remboursement est faite au début de chaque trimestre pour le trimestre précédent.

La rémunération des membres du personnel des Services du Gouvernement détachés dans un cabinet d'un membre du Gouvernement wallon ne donne pas lieu à remboursement.

Art. 33. L'article 5, § 1^{er}, est applicable aux membres du personnel des services du Gouvernement détachés auprès du cabinet d'un membre du Gouvernement d'un autre pouvoir.

Section 14. — Dispositions finales

Art. 34. § 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des Services du Gouvernement de la Communauté appelés à faire partie d'un Cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié par les arrêtés des 13 avril 2000, 12 décembre 2000, 24 octobre 2002, 28 novembre 2002, 6 mars 2003 et 12 juin 2003, est abrogé à la date de production des effets du présent arrêté à l'exception de l'article 18, § 1^{er}, § 2, § 3 et § 4 qui le sera à la date du 20 août 2004.

§ 2. Le protocole d'accord du 27 janvier 1983 intervenu entre l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Communauté française visant au détachement à titre gratuit des agents de leurs Ministères respectifs dans les Cabinets des Ministres de l'autre Exécutif est abrogé.

Art. 35. Le présent arrêté produit ses effets le 19 juillet 2004 à l'exception des articles 25, § 2.3., 26, § 3 et 30 qui entreront en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Art. 36. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 juillet 2004.

La Ministre-Présidente,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Santé, de l'Enfance, et de l'Aide à la jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4036

[2004/202862]

26 JULI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling en werking van de Kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering evenals het personeel van de diensten van de Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel Kabinet van een Minister van de Franse Gemeenschapsregering, zoals gewijzigd bij de besluiten van 13 april 2000, 12 december 2000, 24 oktober 2002, 28 november 2002, 6 maart 2003 en 12 juni 2003;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 juli 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 26 juli 2004;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, zoals later gewijzigd;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de continuïteit van de werking van de Ministeriële Kabinetten van de Regering van de Franse Gemeenschap zonder verwijl dient te worden verzekerd;

Op de voordracht van de Minister-Presidente,

Besluit :

Afdeling 1. — Bevoegdheden

Artikel 1. De bevoegdheden van de ministeriële Kabinetten worden vastgesteld als volgt : de uitstippeling van het beleid in de aangelegenheden waarvoor iedere Minister bevoegd is, de aangelegenheden die een invloed kunnen hebben op het algemeen beleid van de Regering of op de parlementaire werkzaamheden; de opzoeken en studies die het persoonlijk werk van de Ministers vergemakkelijken; de voorlegging van de dossiers van de administratie, alsook het bestuderen van voorstellen uitgaande van dit bestuur; het secretariaat van de Ministers, de behandeling van hun persoonlijke briefwisseling; de verzoeken tot audiëntie; het persoverzicht.

Het ministerieel Kabinet pleegt minstens eenmaal per maand overleg met de verantwoordelijken van de administratie, van de paracommunautaire instellingen en andere openbare instellingen, over de voorbereiding en de uitvoering van het beleid.

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 2. § 1. Het Kabinet van een Minister kan tien leden van niveau 1 tellen, namelijk :

- een Kabinetsdirecteur;
- twee adjunct-Kabinetsdirecteurs;
- vier adviseurs;
- drie attachés.

Een Kabinetssecretaris kan onder deze worden aangesteld.

In afwijking van het eerste lid :

- kan het Kabinet van een vice-president een Kabinetsdirecteur, een adviseur en twee attachés bijtellen;
- kan het Kabinet van de Minister-Presidente een Kabinetsdirecteur, twee adjunct-Kabinetsdirecteurs, twee adviseurs en twee attachés bijtellen.

Binnen de perken van de toegestane begrotingskredieten, kan het aantal personeelsleden van niveau 1 worden verhoogd met hoogstens 10 % van het aantal uitvoerende personeelsleden bedoeld in § 3 mits evenredige compensatie van het aantal voormelde uitvoerende personeelsleden.

§ 2. De verdeling van de ambten vastgesteld in § 1 kan alleen met de toestemming van de Minister-Presidente worden gewijzigd, waarbij het maximumaantal leden niet mag worden overschreden.

§ 3. Het aantal uitvoerende personeelsleden wordt tot 40 voor één Minister beperkt, 54 voor een vice-president, 68 voor de Minister-Presidente, onder wie respectief 5, 7 en 8 chauffeurs kunnen worden aangesteld.

§ 4. Elke Minister kan een of meer personeelsleden van zijn Kabinet overhevelen naar het Kabinet van een andere Minister, met de daaraan verbonden begrotingsmiddelen. Een afschrift van het overhevelingsbesluit wordt meegedeeld aan de Minister-Presidente en aan de Vaste Bijstandscel voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten bedoeld in artikel 7 van dit besluit.

§ 5. Wanneer het onderhoud van alle lokalen van het Kabinet niet wordt toevertrouwd aan een privé-firma, kunnen, binnen de perken van de aan het Kabinet toegekende begrotingskredieten, personeelsleden belast met de schoonmaak worden aangeworven buiten de toegelaten personeelsformatie, in verhouding tot één personeelslid voor tien lokalen.

§ 6. Het aantal uitvoerende personeelsleden die een Kabinetstoelage die geldt als een wedde in een schaal van niveau 2+ genieten, wordt beperkt tot tien procent van het aantal uitvoerende personeelsleden.

§ 7. Een personeelslid kan worden gebruikt op de persoonlijke woonplaats van de Minister.

Art. 3. Een bijzonder secretaris en een buitengewoon rekenplichtige kunnen worden aangesteld onder de leden van niveau 1 of de uitvoerende personeelsleden van het Kabinet.

Art. 4. Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk Kabinet mogen er buiten de toegelaten personeelsformatie jaarlijks maximaal twaalf personen/maand worden opgenomen, verdeeld over één of meer experts.

Dit aantal wordt gebracht op jaarlijks 18 personen/maand voor de vice-presidenten en op jaarlijks 24 personen/maand voor de Minister-Presidente.

Van die aantallen mag niet worden afgeweken, tenzij met de toestemming van de Minister-Presidente.

Art. 5. § 1. De personeelsleden van de Diensten van de Franse Gemeenschap, of van instellingen van openbaar nut, en, meer in het algemeen, van elke overheidsdienst, die in een Kabinet voltijds zullen werken, mogen niet in hun betrekking in functie blijven, en evenmin, zelfs deeltijds, er de bevoegdheden van blijven uitoefenen.

§ 2. Bij afwezigheid om medische redenen van meer dan dertig dagen van een personeelslid van het Kabinet, kan de Regering van de Franse Gemeenschap of de betrokken Minister voorzien in zijn vervanging voor de duur van zijn afwezigheid.

Art. 6. § 1. Er wordt een vaste cel, "Secretariaat van de Regering" genoemd, opgericht, die onafhankelijk van de ministeriële Kabinetten werkt en onder het gezag van de Regering staat. De Minister-Présidente zorgt voor het dagelijkse beheer ervan.

§ 2. Het secretariaat van de Regering is samengesteld uit 11 leden, onder wie :

- de secretaris van de Regering, bekleed met de rang van Kabinetsdirecteur, ingeval het ambt niet door één van de Kabinetsdirecteurs van de Minister-Présidente wordt uitgeoefend;

- 2 adviseurs;

- 8 uitvoerende personeelsleden, onder wie 3 een weddeschaal in niveau 2+ kunnen genieten.

De leden van het Secretariaat van de Regering worden door de Minister-Présidente aangesteld.

§ 3. De belangrijkste opdrachten van het Secretariaat van de Regering zijn de volgende :

- het secretariaat van de Regering;

- de voorbereiding van de vergaderingen van de Regering, inzonderheid de vaststelling van de agenda en de verspreiding van de documenten;

- de verzending van de definitieve kennisgevingen;

- de verzending van de beslissingen van de Regering aan :

- het Parlement van de Franse Gemeenschap;

- de Kabinetten van de Franse Gemeenschap en de administratie;

- de andere overheidsniveaus, met inbegrip van de federale Staat;

- de organisatie van het protocol en de openbare betrekkingen van de Regering;

- de verspreiding van de beslissingen van de Regering.

Art. 7. Er wordt een Vaste Bijstandscel voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten opgericht, die onder het gezag van de Regering van de Franse Gemeenschap staat. De Minister-Présidente zorgt er voor het dagelijkse beheer van. Die cel is samengesteld uit 9 leden die door de Regering worden aangewezen, namelijk :

- een adviseur, verantwoordelijk voor de dienst;

- een attaché;

- 7 uitvoerende personeelsleden, onder wie ten hoogste 2 een als wedde geldende toelage genieten die wordt vastgesteld in een schaal van niveau 2+.

Er wordt een buitengewone rekenplichtige aangesteld uit het personeel bedoeld in het eerste lid van dit artikel.

Binnen de perken van de begrotingskredieten van de Vaste Bijstandscel, kan de Regering, buiten de toegelaten personeelsformatie, hoogstens 6 mensen/maand jaarlijks aanstellen, verdeeld over één of meer experts.

De cel bedoeld in het eerste lid is belast met :

- het beheer van de wedden, toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van de ministeriële Kabinetten;

- de archivering van de dossiers van het personeel van de ministeriële Kabinetten;

- het bijhouden van de documentatie betreffende de regeling inzake het administratief en geldelijk beheer van de personeelsleden van de ministeriële Kabinetten;

- elke andere opdracht die haar wordt toevertrouwd door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 8. § 1. De Regering stelt een adviseur en een uitvoerend personeelslid ter beschikking van ieder uittredend lid van de Regering dat geen ministerieel ambt meer uitoefent, voor een periode van vijf jaar ingaand op de datum van zijn ontslag.

§ 2. De verdeling van de ambten bepaald in § 1 kan alleen met de toestemming van de Minister-Présidente worden gewijzigd, waarbij het maximumaantal, berekend in voltijds equivalent, en het niveau van de ambtenaren niet mogen worden overschreden.

Afdeling 3. — Benoemingen en werking

Art. 9. De Kabinetsdirecteur wordt benoemd en ontslagen door de Regering. De andere personeelsleden van het Kabinet worden door de betrokken Minister benoemd.

Art. 10. De Kabinetsdirecteur deelt de onderrichtingen en dienstorders van de Minister aan de administratie mee langs hiërarchische weg. In dringende gevallen kan hij van deze regel afwijken, mits de secretaris-generaal en, in voorkomend geval, de betrokken administrateur-generaal, hiervan onverwijld op de hoogte worden gebracht.

Met uitzondering van de Kabinetssecretaris of van de gedelegeerd ordonnateur voor de uitoefening van hun functionele bevoegdheden, kunnen de personeelsleden van het Kabinet enkel handelen met de administratie via de Kabinetsdirecteur of met zijn toestemming.

Afdeling 4. — Toelagen en vergoedingen

Art. 11. Onverminderd artikel 12, wordt aan de personeelsleden van niveau 1 van de Kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de Diensten van de Franse Gemeenschap, of meer in het algemeen, van elke overheidsdienst, een Kabinetsstoelage toegekend die als wedde geldt en die wordt vastgesteld in de hierna vermelde schalen, toepasselijk op het personeel van het ministerie :

- Kabinetsdirecteur : schaal 160/1;

- adjunct-Kabinetsdirecteur : schaal 120/3;

- adviseur en Kabinetssecretaris : schaal 120/1;

- attaché : schaal 110/1;

- expert : in één van de schalen toepasselijk op het personeel van de Diensten van de Regering.

De uitvoerende personeelsleden van de Kabinetten en het schoonmaakpersoneel die geen deel uitmaken van de Diensten van de Regering of van elke andere overheidsdienst, ontvangen een als wedde geldende Kabinetsstoelage, die wordt vastgesteld binnen de perken van de minimumwedde en de maximumwedde van de schaal die in het organiek stelsel verbonden is aan de graad van het personeel van de Diensten van de Regering die overeenstemt met het uitgeoefende ambt, verhoogd met een vaste en jaarlijkse bijkomende toelage van 2.381,99 euro.

De bij dit artikel bedoelde personeelsleden genieten de tussentijdse wedden die overeenstemmen met trappen van geldelijke anciënniteit en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen bepaald in de schaal waarin hun als wedde geldende Kabinetsstoelage werd vastgesteld. De geldelijke anciënniteit waarop ze aanspraak kunnen maken, wordt

berekend volgens dezelfde regels als die bepaald voor de berekening van de in aanmerking komende diensten van het personeel van de Diensten van de Regering.

De onder de uitvoerende personeelsleden aangestelde bijzonder secretaris ontvangt een vaste en jaarlijkse bijkomende Kabinetstoelage van 4.423,69 euro.

De onder de uitvoerende personeelsleden aangestelde buitengewone rekenplichtige ontvangt een vaste en jaarlijkse bijkomende Kabinetstoelage van 3.402,84 euro.

Bij een met redenen omklede beslissing, kan de Minister, met de toestemming van de Minister-Presidente, binnen de perken van de aan het Kabinet toegekende begrotingskredieten, de als wedde geldende Kabinetstoelagen bedoeld in dit artikel verhogen.

Art. 12. Aan de personeelsleden van de Diensten van de Franse Gemeenschap die in Kabinetten gedetacheerd zijn, wordt een Kabinetstoelage toegekend die overeenstemt met de volgende jaarbedragen :

- Kabinetsdirecteur : 8.507,09 euro;
- adjunct-Kabinetsdirecteur : 6.466,39 euro;
- adviseur en Kabinetssecretaris : 5.784,82 euro;
- bijzonder secretaris : 4.423,69 euro;
- attaché en buitengewoon rekenplichtige : 3.402,84 euro;
- uitvoerend personeelslid en schoonmaakpersoneel : 2.381,99 euro.

Bij een met redenen omklede beslissing, kan de Minister, met de toestemming van de Minister-Presidente, binnen de perken van de aan het Kabinet toegekende begrotingskredieten, die toelagen verhogen.

Art. 13. De Regering stelt voor het geheel van de ministeriële Kabinetten het globaal minimumaantal personeelsleden aan die uit een Dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap, en, meer in het algemeen, uit elke overheidsdienst en het onderwijs gedetacheerd zijn.

De bezoldiging van de ambtenaren en contractuele personeelsleden die uit de Diensten van de Franse Gemeenschap worden gedetacheerd, blijft ten laste van deze.

Art. 14. De geldelijke toestand van de personeelsleden van het Kabinet die geen deel uitmaken van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap maar die behoren tot een Ministerie, een dienst van de Staat, een andere overheidsdienst, een overheidsbedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van openbaar nut, een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een instelling, een groepering of een vereniging die door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd wordt, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, of tot een gesubsidieerde onderwijsinrichting, wordt geregeld als volgt :

1° wanneer de werkgever aanvaardt de bezoldiging verder te blijven uitbetalen, ontvangt de betrokkene de - eventueel verhoogde - Kabinetstoelage bepaald in artikel 12; wanneer de werkgever de bezoldiging eist, betaalt de betrokken Minister aan de oorspronkelijke dienst de bezoldiging van het personeelslid van de Kabinetten, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding terug die berekend worden overeenkomstig de bepalingen die op dat personeelslid toepasselijk zijn in zijn oorspronkelijke instelling, in voorkomend geval verhoogd met de werkgeverslasten;

2° wanneer de werkgever de uitbetaling van de bezoldiging schorst, ontvangt de betrokkene de als wedde geldende Kabinetstoelage bedoeld in artikel 11.

Die toelage kan echter niet hoger of lager zijn dan de bezoldiging, in de brede betekenis van het woord, vermeerderd met de - eventueel verhoogde - Kabinetstoelage, die de betrokkene zou verkrijgen ingeval de onder 1° vermelde bepalingen op hem van toepassing zouden zijn.

Art. 15. Aan de chauffeurs van de Kabinetten van de Ministers worden toegekend :

- 1° een vaste maandtoelage van 272,22 euro;
- 2° een vaste vergoeding van 2.478,20 euro per jaar;
- 3° een vaste maandvergoeding voor een verzorgde kleding van 49,58 euro.

De vaste maandtoelage wordt op 476,38 euro gebracht voor de persoonlijke chauffeur van de Minister, waarbij het bijkomend bedrag van 204,17 euro de extra buitengewone prestaties dekt die voortvloeien uit de reizen van de Minister. De Minister kan, nadat de prestaties verricht zijn, de bestemming van dat bijkomend bedrag wijzigen en het over verschillende chauffeurs van het Kabinet verdelen.

De vaste maandtoelage wordt op 374,30 euro gebracht voor de chauffeur van het Kabinetshoofd.

Bij een met redenen omklede beslissing, met de toestemming van de Minister-Presidente, binnen de perken van de aan het Kabinet toegekende begrotingskredieten, kan de Minister de voormelde vaste maandtoelagen verhogen.

Het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone prestaties, het koninklijk besluit 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel van de personeelsleden van het Ministerie alsook de bijkomende toelage en Kabinetstoelage bepaald in de artikelen 11 en 12 van dit besluit zijn niet van toepassing.

Art. 16. Aan het personeel dat aangesteld is voor het onthaal in het Kabinet wordt een vaste maandvergoeding van 24,79 euro toegekend voor een verzorgde kleding.

Art. 17. De personeelsleden van het Kabinet ontvangen een kinderbijslag, de geboortetoelage, de haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding tegen de tarieven en onder de voorwaarden bepaald voor het personeel van de Diensten van de Regering.

Afdeling 5. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen en vergoedingen

Art. 18. De vergoedingen en toelagen bepaald in de artikelen 11, 12, 15 en 22 worden maandelijks op vervallen termijn uitbetaald. De vergoeding of toelage van de maand is gelijk aan 1/12e van het jaarbedrag.

Wanneer de vergoeding of de toelage van de maand niet in haar geheel is verschuldigd, wordt ze in dertigste uitbetaald overeenkomstig de regel bepaald door het geldelijk statuut van het personeel van de Diensten van de Regering.

Art. 19. De vergoedingen en toelagen bepaald in de artikelen 11, 12, 15, 16, 17 en 22 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer

van de consumptieprijs van het Rijk worden gekoppeld. Daartoe worden ze verbonden aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Afdeling 6. — Rechtspositie en andere statutaire bepalingen

Art. 20. De rechtspositie van de personeelsleden bedoeld in artikel 11 en van de experts bedoeld in de artikelen 4 en 7 is van het statutaire type en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Ze zijn echter onderworpen aan de regeling inzake sociale zekerheid van de contractuele personeelsleden van de Staat.

Art. 21. De verordeningsbepalingen inzake verlof en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap zijn toepasselijk op de personeelsleden van de ministeriële Kabinetten van de Regering, met uitzondering van :

- de uitzonderlijke verloven toegekend om een stage in een overheidsdienst te verrichten;
- de indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheid;
- het verlof wegens opdracht;
- het verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van de verloven om een palliatieve verzorging te verlenen die kunnen worden toegekend voor een periode van één maand, eventueel voor één maand vernieuwbaar;
- de vrijwillige vierdagenweeks;
- het vroegtijdig halftijds ontslag,

die niet van toepassing zijn op de personeelsleden bedoeld in artikel 11 en aan de experts bedoeld in de artikelen 4 en 7.

Afdeling 7. — Diverse kosten, gebruik van de wagen

Art. 22. § 1. Met het oog op het toekennen van vergoedingen wegens verblijfskosten, en inzake reiskosten, wordt de gelijkstelling van de personeelsleden van de Kabinetten met de graden van de administratieve hiërarchie vastgesteld als volgt : de Kabinetsdirecteur wordt gelijkgesteld met de ambtenaren van de rangen 15 tot 17; de adjunct-Kabinetsdirecteur, de adviseurs en de Kabinetssecretaris, met de ambtenaren van de rangen 12; de bijzondere secretaris en de attachés, met de ambtenaren van de rangen 10 en 11; het personeel aangesteld voor de uitvoeringswerkzaamheden en het personeel belast met de schoonmaak, met het personeel van het Ministerie dat overeenstemmende ambten uitoefent. Deze gelijkstelling mag niet tot gevolg hebben dat de personeelsleden van de Kabinetten bedoeld in de artikelen 12 en 14 van dit besluit worden gerangschikt in een categorie die lager is dan deze die met hun graad overeenstemt.

§ 2. Een vaste jaarvergoeding voor verblijfskosten kan, bij een met redenen omklede beslissing, worden toegekend aan de personeelsleden van de Kabinetten. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt :

- Kabinetsdirecteur en adjunct-Kabinetsdirecteur : 1.812,45 euro;
- adviseur en Kabinetssecretaris : 1.585,98 euro;
- attaché, bijzonder secretaris en buitengewone rekenplichtige : 1.359,48 euro;
- uitvoerend personeel : 906,33 euro.

De vergoeding is voor elke maand op vervallen termijn verschuldigd en kan worden berekend in verhouding tot een deeltijdse prestatie.

De vergoeding wordt behouden gedurende de afwezigheden die niet langer zijn dan 30 kalenderdagen.

§ 3. De personeelsleden van de overheidsdiensten die deel uitmaken van een ministerieel Kabinet en die hun woonplaats en hun administratieve standplaats buiten de vestigingsplaats van het Kabinet hebben, kunnen een abonnement krijgen op een gemeenschappelijk vervoermiddel of, bij wijze van afwijkingsmaatregel, zijn financiële tegenwaarde krijgen, mits, in dit laatste geval, een bijzondere toelating afgeleverd door de betrokken Minister, waarbij de redenen voor de afwijking worden vermeld. De duur van het abonnement wordt tot één maand beperkt en moet elke maand worden verlengd. De klas van het abonnement wordt bepaald door de graad waarmee de ambtenaar op het Kabinet bekleed is. Die maatregel mag niet tot gevolg hebben dat het gerangschikt wordt in een abonnementsklasse die lager is dan deze die hij geniet in de administratie waaruit hij afkomstig is.

§ 4. Binnen de perken vastgesteld bij de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerkosten van de personeelsleden, kunnen de personeelsleden van de ministeriële Kabinetten, bij wijze van afwijkingsmaatregel, een financiële tegenwaarde genieten die gelijkwaardig is met de tegemoetkoming van de werkgever in de kosten voor gemeenschappelijk vervoer tussen de woonplaats en de werkplek, mits, in dat geval, een bijzondere toelating afgeleverd door de betrokken minister, waarbij de redenen voor de afwijking worden vermeld. Die financiële tegenwaarde wordt beperkt tot één maand en moet elke maand worden verlengd.

Art. 23. De Kabinetsdirecteur wordt ertoe gemachtigd zijn persoonlijke voertuig te gebruiken voor zijn dienstreizen in de voorwaarden bepaald voor de secretarissen-generaal bij artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 mei 1999.

Binnen de perken van de begrotingskredieten van het Kabinet, stelt de Minister het individuele kilometercontingent vast dat jaarlijks toe te kennen is aan de andere personeelsleden van zijn Kabinet die kunnen worden toegelaten om hun persoonlijke motorvoertuig te gebruiken voor de behoeften van de dienst onder de voorwaarden bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 mei 1999 voor de ambtenaren waarmee ze worden gelijkgesteld bij artikel 22 § 1 van dit besluit. Dat contingent kan echter 12.000 km per jaar en per begunstigde niet overschrijden.

Art. 24. § 1. De telefoon- en telekopiekosten van de Minister worden in de begroting van het Kabinet opgenomen, op grond van verantwoordingsstukken.

§ 2. De kosten voor abonnement op het netwerk voor vaste telefonie, telekopie en Internet kunnen integraal worden terugbetaald aan :

- de Kabinetsdirecteur;
- de adjunct-Kabinetsdirecteur;
- de persverantwoordelijke;
- de Kabinetssecretaris;
- de bijzonder secretaris.

§ 3. De kosten voor abonnement op de vaste of mobiele telefonie kunnen integraal worden terugbetaald aan :

- de chauffeur van de minister;
- de chauffeur van de Kabinetsdirecteur.

§ 4. De kosten voor vaste of mobiele telefoonoproepen en telekopie die werden gedaan voor de dienst kunnen worden terugbetaald aan de personeelsleden van het Kabinet. In dat geval, moeten de aangiften van schuldvordering door de betrokken Minister worden geïnviseerd.

Afdeling 8. — Einde van het ambt en vertrekvergoedingen

Art. 25. § 1. De Minister kan, volgens de hierna bepaalde voorwaarden, een vaste vertrektoelage toekennen aan de personen die een ambt in een Kabinet hebben bekleed en die geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen ontvangen. Een overlevingspensioen of het bestaansminimum die door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden toegekend, worden niet als vervangingsinkomen beschouwd.

Voor de Kabinetsdirecteurs kan de vertrekvergoeding door de Regering worden toegekend.

§ 2.1. Die vaste toelage wordt toegekend ten belope van :

- één maand toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot en met zes maanden;
- twee maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan zes tot en met twaalf maanden;
- drie maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twaalf tot en met achttien maanden;
- vier maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan achttien tot en met vierentwintig maanden;
- hoogstens vijf maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

§ 2.2. Voor de bepaling van de ononderbroken activiteitsperiode bedoeld in § 2.1 van dit besluit, komt in aanmerking, de tijd doorgebracht in een ander ministerieel Kabinet dan het Kabinet waaronder het personeelslid ressorteert, voor zover er geen activiteitsonderbreking plaatsvond tussen het begin en het einde van de ambtsuitoefening binnen een ministerieel Kabinet.

§ 2.3. De oorspronkelijke ordonnateur of zijn afgevaardigde wordt ertoe gehouden, zonder verwijl, de Vaste Bijstandscel voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten alle gegevens mee te delen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de vaste vertrektoelage voor elke begunstigde.

§ 3. De vertrektoelage wordt per maand uitbetaald. Onverminderd § 1, om de vertrektoelage te bekomen, dient de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord af te leggen, waaruit blijkt dat hij voor de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij voldoet aan één van de in § 4 bedoelde voorwaarden.

§ 4. In afwijking van § 1, kan de Minister een vaste vertrektoelage toekennen aan de personen die een ambt in een Kabinet hebben uitgeoefend waarvan de enige inkomsten bestaan in de bezoldiging verbonden aan de uitoefening, sedert ten minste drie maanden vóór het einde van de ambtsuitoefening op het Kabinet, van een mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of die, ofwel uitsluitend titularis zijn van één of meer deelambten in de privé-sector of in een dienst die onder de wetgevende macht ressorteert, in een overheidsdienst of in een inrichting voor gesubsidieerd onderwijs, of van één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist, die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen, ofwel werkloosheidsuitkeringen of wettelijke vergoedingen voor ziekte of invaliditeit of voor moederschapsrust genieten. De vertrektoelage wordt dan overeenkomstig § 2.1 vastgesteld en wordt, na weging, verminderd met de totale som die aan de betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode voor de bezoldiging van onvolledige ambten in de openbare sector of privé-sector of als pensioen naargelang het bedrag van de vaste vertrektoelage betrekking heeft op de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse prestatie binnen een Kabinet en, in ieder geval, met de inkomsten voortvloeiend uit een werkloosheidsuitkering of wettelijke vergoeding voor ziekte-invaliditeit of voor moederschapsrust.

§ 5. Het bruto maandbedrag van de vaste vertrektoelage is het geïndexeerd bruto maandbedrag van de Kabinetstoelage die als wedde geldt, met inbegrip van het bedrag van de vermeerdering die eventueel zou zijn toegepast, vermeerderd met het bijkomend bedrag van de toelage bedoeld in artikel 11 of met de vaste maandtoelagen bedoeld in artikel 15 en, in voorkomend geval, met de hard- of standplaatstoelage, betreffende de laatste activiteitswedde die de betrokken persoon heeft uitgeoefend gedurende ten minste drie maanden, gewogen op grond van de regeling voor de prestaties van de begunstigde die in aanmerking komen voor de berekening van die Kabinetstoelage.

§ 6. Geen vertrektoelage is verschuldigd voor de personen die hun ambt vrijwillig neerleggen.

Art. 26. § 1. Op het einde van hun aanstelling, genieten de personeelsleden van het Kabinet bedoeld in de artikelen 12 en 14 van dit besluit die het Kabinet verlaten, een verlof voor het einde van het Kabinet dat wordt vastgesteld ten belope van één werkdag per maand detachering, met een minimum van drie werkdagen en een maximum van vijftien werkdagen, toe te kennen door de functionele overheid waaronder deze ressorteren door toedoen van de Minister die hun ontslag uit hun ambt hebben toegekend.

§ 2. Indien zij, als gevolg van de behoeften van de dienst, niet het geheel of een deel van hun jaarlijks vakantieverlof hebben kunnen nemen vóór de definitieve ambtsneerlegging, wordt aan de personeelsleden van de Kabinetten bedoeld in de artikelen 4 en 7 van dit besluit die de uitoefening van hun ambt niet cumuleren met een andere beroepsactiviteit, en aan de personeelsleden bedoeld in artikel 11 die de vaste vertrektoelage bedoeld in artikel 25 niet genieten, een compenserende toelage toegekend waarvan het bedrag gelijk is aan hun laatste wedde in verband met de niet genomen verlofdagen.

Voor de toepassing van deze paragraaf is de wedde die in aanmerking te nemen is, deze die verschuldigd is voor volledige prestaties, eventueel met inbegrip van de hard- of standplaatstoelage alsook, in voorkomend geval, het bedrag van de vermeerdering van de Kabinetstoelage die als wedde geldt en de bijkomende bedragen van de toelage bedoeld in artikel 11 of de vaste maandtoelagen bedoeld in artikel 15 van dit besluit.

§ 3. De individuele dossiers van de personeelsleden die de Kabinetten verlaten, worden overgezonden aan de Vaste Bijstandscel voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten bedoeld in artikel 7 van dit besluit, die belast wordt met het administratief en geldelijk beheer ervan.

Onder individueel dossier wordt verstaan, alle documenten met betrekking tot de akten die worden genomen ter uitvoering van het administratief en geldelijk beheer van het personeelslid van het Kabinet.

Afdeling 9. — Totaal maximumbedrag van de bestaansmiddelen

Art. 27. De Regering bepaalt, voor elk Kabinet, het totaal maximumbedrag van de bestaansmiddelen in verband met de bezoldigingen en andere kosten verbonden aan de werking van het Kabinet.

Afdeling 10. — Eretitels

Art. 28. De Kabinetsdirecteur kan, bij besluit van de Regering, ertoe worden gemachtigd, de eretitel van zijn ambt te voeren, op voorwaarde dat hij dit gedurende ten minste twee jaar heeft uitgeoefend.

Voor de berekening van de twee jaren, kan de Regering rekening houden met de duur van de prestaties die de Kabinetsdirecteur heeft uitgeoefend bij een Regering van een andere macht, op voorwaarde dat de continuïteit niet wordt onderbroken.

Afdeling 11. — Einde van het Kabinet

Art. 29. § 1. Naar aanleiding van een verandering van legislatuur of van de vervanging van één of meer Minister(s), met het oog op een harmonieuze machtsoverdracht, kan een cel samengesteld als volgt blijven werken in elk van de ministeriële Kabinetten totdat de inventaris wordt opgemaakt en de rekeningen worden afgelegd (hoogstens 1 maand) :

- de Kabinetssecretaris of de afgevaardigde ordonnateur;
- de buitengewone rekenplichtige;
- de informatica-correspondent of een uitvoerend personeelslid;
- een chauffeur.

§ 2. Er wordt bepaald dat :

- de afgevaardigde ordonnateur zijn prerogatieven behoudt gedurende die periode voor alle uitgaven die vóór de verandering van minister werden vastgelegd;
- een voertuig van het Kabinet voor die cel bestemd blijft;
- de besluiten waarbij een einde wordt gemaakt aan de ambten van de leden van de voormelde cel en houdende toekenning van de vaste vertrektoelagen, door de intredende minister worden ondertekend;
- het ontslag van de andere personeelsleden van het Kabinet uiterlijk bij de eedaflegging van het nieuwe Lid of de nieuwe Leden van de Regering zal plaatsvinden, door toedoen van de uitredende minister.

Afdeling 12. — Toezicht

Art. 30. De secretaris van de Regering wordt belast met het toezicht op de samenstelling van de ministeriële Kabinetten. De betrokken Kabinetten zenden een voor eensluidend verklaard afschrift van elk behoorlijk gedateerd besluit betreffende de leden van hun personeel aan de Vaste Bijstandscel voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten, die het visum van de secretaris van de Regering moet aanvragen. Deze zal de besluiten viseren en stempelen en zal die aan de Vaste Bijstandscel terugzenden, die, na de geviseerde besluiten te hebben ontvangen, de bezoldigingen zal kunnen uitbetalen.

Afdeling 13. — Personeel van de Diensten van de Regering die deel kunnen uitmaken van het Kabinet van een lid van de Regering van een andere macht

Art. 31. De personeelsleden van de diensten van de Regering kunnen deel uitmaken van het Kabinet van een lid van de Regering van een andere macht, mits de voorafgaande toestemming van de Minister van ambtenarenzaken en na het advies van de functioneel bevoegde Minister te hebben ingewonnen.

De toestemming kan worden verleend op voorwaarde dat de Koning een verordening heeft genomen tot bepaling van de nadere regels voor de terugbetaling van de bezoldiging van de personeelsleden bedoeld in het eerste lid die deel zullen uitmaken van het Kabinet van een lid van de federale Regering.

Art. 32. De bezoldiging van de personeelsleden bedoeld in artikel 31, eerste lid, wordt door de Diensten van de Regering uitbetaald.

De bezoldiging wordt aan de Schatkist terugbetaald op grond van een driemaandelijke staat die aan het lid van de Regering van de betrokken macht door de Diensten van de Regering wordt overgezonden.

De aanvraag om terugbetaling wordt ingediend in het begin van elk trimester voor het vorige trimester.

De bezoldiging van de personeelsleden van de Diensten van de Regering die bij een Kabinet van een lid van de Waalse Regering gedetacheerd zijn, wordt niet terugbetaald.

Art. 33. Artikel 5, § 1, is van toepassing op de personeelsleden van de Diensten van de Regering die bij het Kabinet van een lid van de Regering van een andere macht gedetacheerd zijn.

Afdeling 14. — Slotbepalingen

Art. 34. § 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling en werking van de Kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering evenals het personeel van de diensten van de Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel Kabinet van een Minister van de Franse Gemeenschapsregering, zoals gewijzigd bij de besluiten van 13 april 2000, 12 december 2000, 24 oktober 2002, 28 november 2002, 6 maart 2003 en 12 juni 2003, wordt opgeheven op de datum met ingang waarvan dit besluit uitwerking heeft, met uitzondering van artikel 18 § 1, § 2, § 3 en § 4, dat op datum van 20 augustus 2004 zal worden opgeheven.

§ 2. Het protocolakkoord van 27 januari 1983 tussen de Waalse Gewestexecutieve en de Franse Gemeenschaps-executieve betreffende de kosteloze detachering van de ambtenaren uit hun respectieve ministeries bij de Kabinetten van de ministers van de andere Executieve wordt opgeheven.

Art. 35. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 19 juli 2004, met uitzondering van de artikelen 25 § 2.3, 26 § 3 en 30, die op de door de Regering vast te stellen datum in werking treden.

Art. 36. De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 26 juli 2004.

De Minister-Présidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
F. LAANAN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
C. FONCK

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 4037

[2004/202943]

**27 AOÛT 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant règlement du fonctionnement du Gouvernement**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de permettre au gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible; que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Vu la délibération du Gouvernement du 26 juillet 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai de cinq jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 37.595/2/V donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003.

Sur la proposition de la Ministre-Présidente,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement de la Communauté française délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française.

Le Gouvernement constitue un Conseil des Ministres restreint composé de la Ministre-Présidente et des Vice-Présidents. Il se réunit avant le Gouvernement à l'initiative de la Ministre-Présidente qui en arrête l'ordre du jour. Il peut être élargi à la présence d'un Ministre fonctionnel.

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents.

§ 2. Seul(s) le(s) Ministre(s) ou la Ministre-Présidente peuvent demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour.

§ 3. L'ordre du jour est établi par la Ministre-Présidente.

§ 4. Ne sont systématiquement pas inscrits à l'ordre du jour, sauf urgence dûment justifiée :

- les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint.

Ne sont pas traités en séance du Gouvernement de la Communauté française, sauf urgence dûment justifiée :

- les points pour lesquels l'avis du Ministre de la Fonction publique n'est pas joint si un tel avis est requis;

- les points pour lesquels l'avis du Ministre du Budget n'est pas joint, si un tel avis est requis.

§ 5. Les points non inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée.

§ 6. Un Ministre peut demander l'évocation de toute affaire relevant d'une matière déléguée.

§ 7. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française délibère de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire relatif aux matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté française évoque toute proposition de décret déposée au Parlement de la Communauté française.

§ 3. Il délibère, en outre, dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 4. a) Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des finances ou n'ayant pas recueilli l'accord du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique lorsque celui-ci est requis;

b) Pour les décisions qui ne requièrent pas de délibération du Gouvernement, l'accord du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique, s'il est requis, est réputé acquis s'il n'est pas transmis dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de l'avis de l'Inspection des Finances.